

Taxe d'accise—Loi

Le président suppléant (M. Charest): Alors, une seule courte question. Je vous permet de la poser, mais . . .

Mme Mailly: Monsieur le Président, je vous remercie de m'avoir guidée. La dernière question, c'est: Est-ce que l'honorable député pourrait rappeler à la Chambre le fait que lorsque le gouvernement libéral précédent s'est porté acquéreur de Pétrofina, je crois que cela a coûté au Trésor canadien près d'un milliard de dollars et que cet argent est allé en Belgique, tandis que lorsque, par la loi, on a permis aux frères Reichmann d'acheter Gulf Canada qui s'en vient rapatriée au Canada, cela va coûter la moitié en revenus non perçus au Trésor canadien et en plus cela va créer des emplois au Canada plutôt . . .

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre! Je donne maintenant la parole à l'honorable député de Laval-des-Rapides (M. Garneau).

M. Garneau: Monsieur le Président, je voudrais demander à l'honorable députée de Gatineau (M^{me} Mailly) d'aller raconter cela aux gens de la Gulf à Montréal, que cela va créer des emplois alors qu'ils se battent comme des diables dans l'eau bénite et qu'ils seront mis à la porte le 31 décembre, c'est le cadeau de Noël du gouvernement pour ces travailleurs-là.

Monsieur le Président, l'honorable députée m'a demandé où j'avais pris mes chiffres. Je les ai pris dans les documents qui sont préparés par le ministère des Finances et qui indiquent que d'ici 1990, c'est de l'ordre d'à peu près 8.5 milliards de dollars que l'abolition du PGRT va coûter en perte de revenus au gouvernement canadien. Et il s'agit de documents que j'ai moi-même rendus publics parce que le gouvernement ne voulait pas nous les donner, il n'y a pas un seul ministre qui a contredit cela.

Sur la question de la surtaxe sur les gains en capital, vous dites que des petites entreprises qui avaient des problèmes de liquidité pourraient investir pour bénéficier de son abolition, mais je me demande à quelle place elles prendront l'argent pour investir si elles sont en difficulté de liquidité?

Finalement, pour ce qui est de ces propos plus généraux concernant l'économie. Ce que j'ai essayé de dire, ce n'est pas de raconter qu'un gouvernement d'un côté de la Chambre est absolument bon et de l'autre côté, absolument mauvais. Ce n'est pas cela que j'ai essayé de dire. Ce que j'ai dit . . .

Des voix: Ah, ah!

M. Garneau: Vous pouvez bien crier comme cela si vous le voulez. Mais ce que j'ai essayé de dire, c'est que lorsque les taux d'intérêt ont monté durant le temps que le ministre des Finances (M. Wilson) conservateur était en place . . . Il a dit que cela dépendait des Américains! Mais ce que je dis tout simplement, c'est que s'ils baissent, qu'ils tiennent la même chanson, c'est pas compliqué.

Et, dans le cas des Américains, si on dit que les taux d'intérêt ont baissé, vous savez pourquoi? C'est parce qu'au niveau international, ils ont tenu . . .

[Traduction]

Les députés d'en face savent-ils seulement pourquoi les taux d'intérêt ont chuté? C'est parce qu'un certain nombre de pays se sont réunis pour prendre une décision concernant la devise américaine. Quand je pense que le gouvernement du Canada n'a même pas été invité à participer à cette réunion. Qu'on ne vienne surtout pas me dire que les taux d'intérêt sont en baisse

au Canada à cause des mesures prises par le ministre des Finances (M. Wilson). C'est une pure absurdité. On ne peut quand même pas gagner sur tous les tableaux.

[Français]

Donc, monsieur le Président, c'est évident que les résultats dont parlait l'honorable députée de Gatineau en lisant l'article, cela ne peut pas, techniquement, être les résultantes du Budget que vous nous avez présenté le 23 mai dernier. C'est impossible, parce que cela prend plus de temps que cela à une économie!

Ce que j'essaie de dire, c'est que la tendance de la croissance économique, un taux de 4.5 p. 100 en 1984, en termes de croissance du PNB, en termes réels, cela produit des effets. En 1985, on le sait, cela a été de l'ordre de 3.5 p. 100 et c'est cette tendance qui continue.

Ce que nous nous essayons de vous dire par contre, c'est que lorsqu'on ira chercher tout près de 16 milliards de dollars dans les poches des contribuables canadiens au cours des cinq ou six prochaines années, et encore là cela est tiré du document publié par le ministère des Finances pour d'ici 1990 . . . uniquement en taxe d'accise, on va aller chercher tout près de 16 milliards de dollars dans les poches des contribuables canadiens. Pour un parti politique qui est au gouvernement, et qui croit que c'est l'initiative privée, individuelle, qui doit être le moteur de l'économie, si vous allez enlever un pouvoir d'achat aussi considérable aux classes moyennes qui sont celles qui paient le plus en terme total, tout au moins, et les classes les plus démunies, que pensez-vous que cela va avoir comme effet sur la consommation?

Ce que je veux signaler d'une façon additionnelle, c'est que la tendance économique qui était déjà en croissance depuis 1984, ou la fin de 1983 . . . vous êtes en train d'enlever des éléments de croissance additionnels. Vous auriez pu vous vanter, dans deux ans d'ici, d'avoir créé plus d'emplois, si vous aviez pris une autre attitude que celle que vous prenez présentement.

Je pense, monsieur le Président, que les analyses économiques publiées par le ministère, leur propre gouvernement, je crois que cela venait du ministère des Transports, qui a analysé les effets néfastes d'une augmentation massive des impôts sur le niveau de la consommation et sur le niveau de la croissance économique . . . La même chose est arrivée avec l'*Econometra* qui a publié un document indiquant les effets néfastes d'un projet de loi semblable.

C'est pour cela que je suis surpris de voir la réaction de la députée de Gatineau (M^{me} Mailly). Elle récite des choses, mais je ne crois pas qu'elle soit au courant. Quand elle nous dit que la taxe sur les gains en capital donnerait des chances aux petites entreprises qui sont en difficulté au point de vue de la liquidité financière, c'est incroyable.

Le président suppléant (M. Charest): Questions ou commentaires. L'honorable député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell).

[Traduction]

M. Waddell: Monsieur le Président, nous nous faisons tous un point d'honneur d'écouter les députés, mais nous prêtons une oreille encore plus attentive à un député comme celui de Laval-des-Rapides (M. Garneau), un ex-ministre des Finances du Québec qui dit des choses fort sensées. Pourrait-il me dire dans quel document il a trouvé ce chiffre de 8 milliards de